

Brochure n° 3125 | Convention collective nationale

IDCC : 1586 | **INDUSTRIES CHARCUTIÈRES**
(Salaisons, charcuteries, conserves de viandes)

Avenant n° 8 bis du 2 avril 2024
à l'avenant n° 7 du 24 janvier 2022
relatif au régime de prévoyance du personnel non-cadre

NOR : ASET2450451M

IDCC : 1586

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FICT,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGTA FO ;

CFTC CSFV ;

CFE-CGC Agro ;

FGA CFDT,

d'autre part,

Préambule

Les parties signataires, par le présent avenant, conviennent :

- d'augmenter le taux de cotisation et de transférer une partie du taux de la rente éducation OCIRP vers la garantie incapacité (+ 0,01 %) afin de pérenniser l'équilibre du régime de prévoyance collective ;
- de modifier l'indice de revalorisation des prestations versées en cas de longue maladie afin d'être en conformité avec l'article L. 931-1 du code de la sécurité sociale et les recommandations de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Article 1^{er} | Objet de l'avenant de révision

Le présent avenant a pour objet la révision de :

- l'article 3.4 « Revalorisation des prestations versées en cas de longue maladie » ;
- et de l'article 4.3 « Tableau des cotisations et répartitions à compter du 1^{er} avril 2022 ».

Les autres dispositions de l'avenant n° 7 portant révision de l'accord du 6 octobre 2006 et de ses six avenants signé par les partenaires sociaux le 24 janvier 2022 demeurent inchangées.

Le présent avenant annule et remplace l'avenant n° 8 du 17 novembre 2023 à l'avenant n° 7 du 24 janvier 2022 relatif au régime de prévoyance du personnel non-cadre.

Article 2 | Révision de l'article 3.4 « Revalorisation des prestations versées en cas de longue maladie »

L'article 3.4 « Revalorisation des prestations versées en cas de longue maladie » est modifié comme suit à compter du 1^{er} janvier 2024 :

« Article 3.4 | Revalorisation des rentes en cours

Les rentes en cours de service seront revalorisées annuellement selon les modalités fixées par l'organisme assureur. »

Article 3 | Révision de l'article 4.3 « Tableau des cotisations et répartitions à compter du 1^{er} avril 2022 »

L'article 4.3 « Tableau des cotisations et répartitions à compter du 1^{er} avril 2022 » est modifié comme suit :

« Article 4.3 | Tableau des cotisations et répartitions à compter du 1^{er} janvier 2024

À compter du 1^{er} janvier 2024, les cotisations calculées sur les salaires bruts, dans la limite des tranches A et B sont déterminées comme suit :

| Garantie | Taux de cotisation TA-TB | Part employeur | Part salarié |
|--|--------------------------|----------------|--------------|
| Décès et invalidité permanente et totale | 0,22 % | 0,16 % | 0,06 % |
| Rente éducation | 0,08 % | 0,04 % | 0,04 % |
| Incapacité de travail | 0,31 % | — | 0,31 % |
| Invalidité 1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e catégorie | 0,41 % | 0,31 % | 0,10 % |
| Total | 1,02 % | 0,51 % | 0,51 % |

Article 4 | Modalités pour les entreprises de moins de 50 salariés

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires rappellent que cet avenant, qui maintient un régime de prévoyance mutualisé et collectif au profit des salariés des entreprises de la branche des industries charcutières, n'a pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

En effet, ce régime de prévoyance doit s'appliquer à toutes les entreprises de la branche des industries charcutières, quel que soit leur taille.

Article 5 | Champ d'application et durée

Le champ d'application du présent avenant est la branche des industries charcutières.

Il est rattaché à la convention collective nationale des industries charcutières (IDCC : 1586).

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Article 6 | Clause de rendez-vous

Les parties signataires conviennent de se réunir tous les ans afin de faire le suivi de la mise en œuvre de l'avenant.

Article 7 | Date d'effet et modalités d'application

Le présent avenant entrera en application le 1^{er} janvier 2024 pour les entreprises adhérentes à l'organisation professionnelle d'employeurs signataire.

Il s'appliquera aux entreprises non adhérentes à l'organisation professionnelle d'employeurs signataire un jour franc suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*, sans pour autant être applicable avant le 1^{er} janvier 2024.

Article 8 | Dépôt, extension et publicité

Le présent avenant est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par le code du travail.

Conformément à la législation en vigueur, dès lors qu'il n'aurait pas fait l'objet d'une opposition régulièrement exercée par les organisations syndicales représentatives, le présent avenant fera l'objet d'un dépôt et d'une demande d'extension, conformément aux articles L. 2231-6, D. 2231-2 et L. 2261-24 du code du travail.

Le présent avenant fera également l'objet d'une publication sur la base de données nationale, dans une version ne comportant pas les noms et prénoms des négociateurs et des signataires.

Fait à Paris, le 2 avril 2024.

(Suivent les signatures.)